

Lutte d'hier et luttes d'aujourd'hui

Edito: C'est à partir de la question du travail que se cristallisent aujourd'hui les luttes sociales les plus spectaculaires, celles à propos des retraites en 2003, celles de ce printemps 2006 où nous avons vu une jeunesse fortement mobilisée contre la loi sur l'égalité des chances.

Les formes d'auto-organisation choisies par les étudiants et les lycéens ainsi que leur détermination à lutter autant de temps qu'il le faudrait ont permis d'entraîner une partie du monde salarial dans le mouvement.

Même si au final, les résultats obtenus sont très en dessous des revendications de départ, le pouvoir a finalement été obligé de reculer sur le C.P.E et c'est en soi une victoire symbolique importante. Mais ce n'est pas tout. La nouvelle génération vient de nous montrer qu'elle n'était pas dupe de ce qui l'attend. Elle semble prête à se battre pour devenir autre chose que de la chair à patron.

Ce numéro tente d'analyser au regard des enjeux du travail la nature des luttes actuelles. Quelles formes prennent les luttes vis à vis du monde salarial ? De quelle manière pouvons nous, nous y investir et dans quelles perspectives ? Comment faire pour que ces luttes s'articulent autour d'un projet de société et

favorisent une plus grande maîtrise de l'individu sur le cours de sa vie ?

Les formes actuelles du salariat comme l'intérim, le travail saisonnier ou le C.N.E instaurent la précarité de masse. Les politiques capitalistes ont encore bien d'autres outils d'exploitation entre leurs mains : le travail obligatoire pour les chômeurs et les Rmistes, la radiation de milliers de personnes des ASSEDIC pour faire baisser les chiffres du chômage ou la transformation de l'école en centre d'apprentissage pour mettre les jeunes plus tôt sur le marché du travail.

Il y a une urgence à penser le travail d'une toute autre façon, débarrassée des rapports de domination et de rentabilité. Organisé pour soulager la collectivité, le travail peut être pensé pour son utilité sociale, parce qu'une communauté humaine peut décider pour fonctionner comme elle l'entend de produire telle ou telle chose. Dès que l'on enlève l'enrichissement financier en tant que moteur de l'organisation sociale, qu'on replace l'épanouissement de l'individu au centre de cette organisation, on peut envisager une société où l'on travaillerait beaucoup moins et autrement.

L'histoire des luttes anarchistes nous offre une série d'expériences dont la

plus aboutie est sans conteste la révolution espagnole. En l'espace de trois ans, 3 millions de personnes ont réussi à réorganiser la production et la distribution sur des bases anarchistes tout en combattant le fascisme. Par un fonctionnement autogestionnaire, basé sur la solidarité, la satisfaction des besoins, un profond changement de société avait été rendu possible.

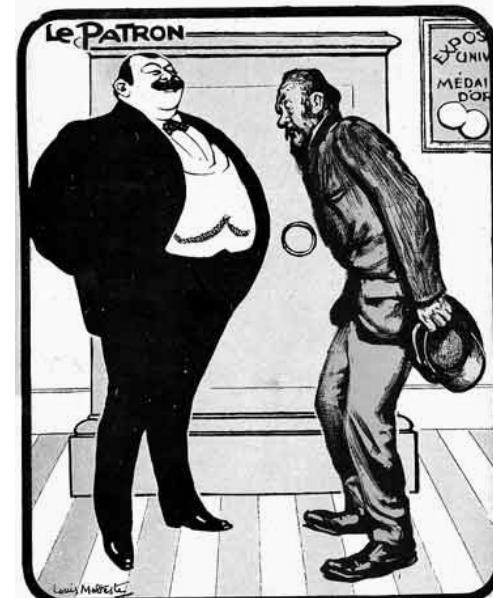
Cet épisode constitue **un exemple d'avancée sociale dans la lutte et l'expérimentation de rapports sociaux différents** qui peut nous servir aujourd'hui.

Nul doute que les tensions sociales engendrées par le démantèlement du code du travail et des conquêtes sociales vont aller crescendo. A nous de tirer les révoltes, partielles, individuelles ou isolées vers des luttes collectives, conscientes de la nécessité d'un changement profond des institutions et des modes de décision.

L'analyse des dernières grèves portées par les centrales syndicales (grèves de 24 heures, refus d'aller jusqu'au blocage général de l'économie) peut nous éclairer sur le type de syndicalisme en cours dans notre société. En Espagne, le nombre de syndiqués à la C.N.T était passé de 500 000 à 1 million et demi de personnes entre 1933 et 1936. A l'é-

poque, il ne s'agissait pas de réformer la société mais de la changer pour construire le communisme libertaire.

Aujourd'hui la question reste entière : lutter, oui, pourquoi faire, et comment ? car c'est bien en diffusant l'idée d'un système social différent qu'on donnera de la force et du sens à la lutte.



De l'augmentation? Vous n'y pensez pas, vous qui n'avez plus que dix ans à attendre pour la médaille du travail à ruban tricolore!

Libres d'aller à l'usine... et égaux devant les patrons...

Voilà une devise qui plairait aux tenants du capitalisme et aux porteurs du projet de loi sur l'égalité des chances. On veut nous faire croire, par des termes spécieux, qu'une société juste et égalitaire est une société où tout le monde à la même chance d'aller se faire exploiter. Ainsi, la notion « d'égalité des chances » semble sonner juste à première vue alors qu'elle cautionne tout un système économique basé sur la compétition, le vol, la violence et l'inégalité.

Comment une société réellement égalitaire et solidaire pourrait-elle laisser une quelconque place à la chance dans le déroulement de la vie d'un individu? La chance ne peut être qu'un facteur intervenant là où la satisfaction des besoins est à la merci d'intérêts privés dictant la vie de toutes et tous. C'est pourquoi nombre d'étudiants et de travailleurs s'étant mobilisés contre le projet de loi du gouvernement ne se contentent pas du simple retrait de l'article 8 concernant le CPE. Même si la mobilisation étudiante est largement retombée après le remplacement du CPE, beaucoup de facs et de lycées ont décidé de recon-

duire la grève et de continuer des actions directes.

La Coordination étudiante appelle d'ailleurs toujours à se mobiliser pour une plate-forme de revendication dépassant très largement le cadre de la LEC ou du CPE.

Cela prouve, malgré la répression policière (entre 3000 et 4000 interpellations sur l'ensemble du mouvement et des peines de prison ferme pour certains militants) et les mesures disciplinaires des institutions scolaires, la volonté de la jeunesse de ne pas se laisser imposer un futur encore plus inhumain. Car, outre le CPE, c'est toute une politique - passée et à venir - de précarisation de la société qui est à remettre en cause et à combattre : Intérim, stages non rémunérés, CDD, CNE, nouvel accord UNEDIC, etc...

Luttons sans intermédiaires !

Les grandes bureaucraties syndicales, abandonnant la lutte dès le retrait du CPE, nous confirment que seule l'auto-détermination des luttes assurera le tri-

omphe de nos revendications. Loin de s'inscrire dans une optique révolutionnaire, les grandes bureaucraties syndicales préfèrent stopper la lutte, préservant ainsi leur image et leur position, plutôt que de laisser le mouvement échapper à leur contrôle. Les étudiants nous ont montré qu'il était possible de s'organiser massivement et de se coordonner à la base, selon les principes de la démocratie directe, afin de lutter contre un système de plus en plus inique et délétère par le biais d'occupations et de grèves.

C'est en harmonisant, dès maintenant, nos modes de luttes avec nos aspirations que l'on pourra construire une société où l'égalité économique et sociale sera une réalité.

**Pour l'égalité économique et sociale:
Luttons jusqu'au retrait du
Capitalisme!**

Marc, groupe Durruti, Lyon

(LEC = Loi sur l'Égalité des Chances)

Infos & Analyses Libertaires

Sommaire N° 59

- Page 1 -

Libres d'aller à l'usine...
et égaux devant les patrons...

- Page 2 -

Salarié, on t'exploite!

- Page 3 -

Les collectivisations et réalisations
libertaires en Espagne à partir de 1936.

- Page 4 -

Seule la lutte paie!
La montagne, ça vous gagne!

Pour éradiquer la précarité, le chômage et la misère, il faut en finir avec le Salarariat. Autogérons nos vies!

Côté pile: Bureau International du Travail, Organisation Internationale du travail, Ministère du travail, Directions Départementales du travail, Syndicats de salariés et de patrons. Côté face: ANPE, ASSEDIC, UNEDIC, des myriades d'associations d'aide à la recherche d'emploi. Nous sommes cernés! Les uns veulent à tout prix nous aider à accepter notre sort de salarié pendant que les autres veulent nous aider à tenir bon en attendant qu'un exploitateur veuille de nous. Une bureaucratie tentaculaire, des énergies débordantes, pour quel résultat? Injustices de plus en plus insupportables, misère pour les chômeurs comme pour des millions de travailleurs, profits mirobolants pour les actionnaires. Alors que le travail est l'objet de tant d'attention de la part d'organismes omniprésents dans notre vie, il n'a jamais été générateur d'autant d'injustices de par le monde. On ne le dira jamais assez fort. Il y a maldonne et ça a assez duré! Faut que ça change!

Qui n'a pas entendu dans sa jeunesse les adultes (parents, enseignants, curés) vanter les mérites du travail en déclinant sous différentes formes le « *Tu gagneras ton pain à la sueur de ton front!* » ou « *L'oisiveté est mère de tous les vices* ». C'est donc ainsi que le travail (du latin « *tripalium* » signifiant instrument de torture) est souvent présenté comme nécessaire à la survie (le pain), synonyme de souffrance (la sueur), et un antidote aux vices (lesquels?). Merci donc à tous ces braves gens qui par leur bêtise crasse, leur lâcheté et leur goût immodéré pour la soumission s'évertuent à inculquer aux nouvelles générations le goût du travail.

Pourtant, depuis l'apparition du syndicalisme à la fin du 19^{ème} siècle, une réflexion sur le travail, son sens, sa finalité, son organisation dans notre société capitaliste, a permis d'élaborer en même temps qu'une critique radicale du salariat, des propositions concrètes pour une organisation sociale dont la finalité serait la justice sociale et l'égalité entre les individus au lieu du profit pour une minorité. Car si nier la nécessité du travail humain revient à accepter le retour à l'état de sauvage, vouloir **abolir le salariat** constitue bien le socle de tout pro-

jet d'émancipation humaine. Le salariat est synonyme d'exploitation et n'est pas très éloigné de l'esclavage (*privation de la liberté de certains par d'autres, dans le but de les soumettre à un travail forcé*). Le salarié est bel et bien privé de liberté, liberté de choisir son temps de travail notamment, et le travail qu'il doit réaliser est contraint dans sa forme et en quantité, donc forcé. Il ne fait aucun doute que certains esclaves de la Grèce antique étaient mieux traités que bien des salariés contemporains détruits physiquement ou psychologiquement par le travail qu'ils ont été pour diverses raisons contraints d'accepter.

Destruction physique quand les Etats recrutent dans les classes défavorisées leurs porte-lingues qui iront se faire tuer en Irak ou ailleurs, qui iront oublier pour quelques temps la misère quotidienne et revenir soit morts, soit riches de quelques milliers de dollars pour avoir tué des êtres humains. Destruction physique quand pour des raisons de rentabilité les conditions de travail sont anormalement et volontairement dangereuses (transport routier, amiante, nucléaire, explosions, pollutions...) Trimer pour un salaire de misère au risque de finir handicapé à vie, magnifique perspective!

Destruction psychologique quand notre société amène les femmes à vendre des services sexuels lorsqu'elles ne trouvent pas preneur pour leur force de travail. Le record en la matière pourrait bien être pulvérisé par les proxénètes qui profitent de la coupe d'Europe de football à venir en Allemagne pour industrialiser la prostitution. Couverts par les lois en vigueur instituant que la prostitution est un métier comme un autre, ils recrutent 40000 femmes issus des pays pauvres de l'est de l'Europe pour les transformer en objets sexuels à jeter en pâture aux millions de supporters décervelés. Souvenons-nous de la mésaventure, fin 2005, de cette chômeuse allemande qui se voit proposer par l'ANPE locale un poste de prostituée et qui est menacée de ne plus être indemnisée si elle refuse ce poste! Notons pour l'anecdote qu'il aura fallu attendre que le chancelier de ce pays soit une chancelière pour que la prostitution devienne une industrie en Allemagne.



CAISSE DE GREVE :

- et le citoyen ministre, il n'envoie rien?
-si, 3000 hommes de troupe!

Pour parfaire le tableau, la société du XXI^{ème} siècle dont rêvent nos dirigeants, élus, propriétaires et patrons en tous genres, ils l'ont baptisée « *La société des services* ». Bien entendu, c'est eux qui seront servis, et nous qui serons à leur service. Grâce à ce manque chronique de travail habilement entretenu, les plus vulnérables d'entre nous sont contraints de se mettre au service des plus riches, avec l'appui de l'Etat qui propose des solutions de type chèque-emploi-service pour encadrer cette forme de salariat précaire et sans contrat en plein essor. Est-ce cela que nous voulons? Des cadres supérieurs bien habillés d'un côté, et des **serviteuses** de l'autre pour repasser le col de leurs chemises blanches et torcher le derrière de leurs enfants?

Bien entendu, ces sales besognes ne trouvent preneur qu'à une condition: que le chômage existe, que l'offre de travail soit inférieure à la demande! Tous les gouvernements qui se succèdent aux affaires n'ont de cesse d'affirmer que la lutte contre le chômage est leur priorité absolue. Qu'ils soient de droite ou de gauche, tous échouent régulièrement dans leur intention affichée d'apporter une solution à ce problème. Sont-ils des crétiens incapables ou d'exécrables menteurs? La vérité est simple: Ces gens-là se proposent de gérer un système qui a absolument besoin du chômage de masse. Imaginons un instant une situation de plein emploi: Un entrepreneur veut embaucher un salarié. Tous travaillent. Il doit donc débaucher un salarié ayant déjà un emploi et lui proposer un meilleur salaire pour le convaincre de changer d'entreprise. Idem pour réussir à recruter dans la police ou l'armée. L'Etat serait obligé de proposer des salaires bien plus élevés. Cette augmentation des salaires créerait une inflation des prix. Et qui redoute le plus l'inflation? Les propriétaires bien sûr, qui verraient leur patrimoine se déprécier. Et comme le propriétaire est souvent patron ou élu, voire les trois à la fois, on voit bien que le problème du chômage ne sera pas résolu par ses bénéficiaires immédiats, mais continuera au contraire à être entretenu! Donc, à chaque fois qu'un président ou un ministre prétend faire du problème du chômage sa priorité, il ment et de ce fait insulte toutes les victimes du chômage, mais aussi tous ceux dont le salaire est maintenu très bas, du fait de l'existence du

chômage. Il est nécessaire de bien se caler cette évidence dans la caboche, et d'y repenser dès lors qu'on aurait l'idée saugrenue d'aller déposer un bulletin dans une urne pour légitimer le pouvoir de ces guignols!

Mais alors, comment se fait-il que cette situation perdure? Bien sûr, les raisons sont multiples. Disons tout d'abord que les profiteurs du système ne veulent pas voir disparaître leurs avantages et ont mis en place d'importants moyens pour maintenir leurs privilèges: Etat, police, armée, justice, médias, religions, ignorance... Ajoutons qu'au delà de la violence qu'il utilise sans hésiter pour mater les révoltes, la force du système capitaliste réside dans sa capacité à diviser les travailleurs. Plus une personne est instruite et en capacité de dénoncer ce système injuste, plus le système va lui proposer des rôles à sa mesure, assortis d'avantages matériels qui vont souvent fortement atténuer son désir de changer l'ordre établi. Comme l'a montré la lutte récente contre le CPE, les étudiants sont bien plus contestataires que les salariés de leur âge moins instruits. Qu'advient-il d'eux lorsqu'ils intègrent l'entreprise? Ils en deviennent souvent les cadres, les dirigeants, les alliés de fait des propriétaires et des actionnaires. Au titre de cette collaboration, leurs salaires sont bien plus confortables que ceux des ouvriers qu'ils co-exploitent.

Toutes les organisations politiques et syndicales de gauche qui revendiquent aujourd'hui du travail pour tous, sans projet de changement social, sont de fait complices de ce système capitaliste responsable de toutes ces injustices, de tous ces crimes, de toutes ces saloperies qui empestent notre société, la rendent nauséabonde et la mènent à sa ruine.

Nous, Anarchistes, sommes porteurs d'un projet pour l'humanité qui s'appelle le communisme libertaire. Ce projet restitue à l'homme sa vie et lui permet d'en jouir à sa guise. On ne nous entend pas? Alors nous devons gueuler plus fort: Anarchie, Autogestion, Révolution! Et n'oublions jamais que le Capitalisme est très sensible à un virus qui s'appelle **la grève générale**. Il peut en crever. Cultivons le virus.



Considérez les corbeaux... Ils ne travaillent pas et toutefois Dieu les nourrit.

Les collectivisations et réalisations libertaires en Espagne à partir de 1936.

La rébellion militaire du 19 juillet 1936 a eu des conséquences profondes pour la vie économique de l'Espagne. La lutte contre le clan économique-clérical n'a été possible qu'avec l'aide de la classe ouvrière.

Livrée à ses seules forces, la bourgeoisie républicaine aurait été écrasée. Elle n'a du son salut qu'à la seule lutte du prolétariat.

Souvenons-nous qu'en 1934, lorsque la gauche catalane voulut mener la lutte contre Madrid, sans les ouvriers, et même contre les anarchistes et les syndicalistes, ce fut le gouvernement central qui gagna la partie. Les défenseurs de l'autonomie catalane furent écrasés.

Les chefs catalans, **Companys** en tête, furent condamnés à plusieurs années de prison. Pour éviter le même danger, cette fois-ci, la petite bourgeoisie dut s'allier aux syndicalistes et aux anarchistes. Mais il ne fallait pas songer à ce que les syndicalistes et les anarchistes se contentassent de mater la rébellion militaro-cléricale. Il fallait s'attendre à la mise sur pied d'un changement du système économique. Ils ne pouvaient, en effet, continuer à tolérer l'exploitation économique, base, à leurs yeux, de l'oppression politique.

La grève générale, déclenchée par la classe ouvrière, mesure de défense contre la rébellion, paralysa pendant huit jours toute la vie économique. Dès que la rébellion fut brisée, les organisations ouvrières décidèrent de mettre fin à la grève. Les syndiqués de la **C.N.T.**, à Barcelone, furent convaincus que la reprise du travail ne pouvait pas se faire aux mêmes conditions qu'auparavant. La grève générale ne fut pas une grève qui avait pour but la défense ou l'amélioration des salaires.

Il ne s'agissait pas, en effet, d'obtenir des salaires plus élevés ou de meilleures conditions de travail. Des entrepreneurs, aucun n'était là. Les travailleurs ne devaient pas seulement reprendre leur place à l'établi, sur la locomotive ou le tramway ou dans les bureaux. **Ils devaient se charger aussi de la direction générale des fabriques, des ateliers, des entreprises, etc.**

En d'autres mots, la direction de l'industrie et de toute la vie économique incombait désormais aux ouvriers et employés occupés dans tous les secteurs de l'économie du pays.

On ne peut cependant pas parler d'une socialisation ou d'une collectivisation appliquée suivant un plan bien tracé. En fait, il n'y eut pratiquement rien de préparé d'avance, tout dut être improvisé.

Comme dans toutes les révolutions, **la pratique dépassa la théorie.** Les théories furent, en effet, dépassées et modifiées conformément aux exigences présentes de la réalité. Les partisans de l'idée qu'on ne peut établir une nouvelle organisation sociale que par la voie d'une évolution pacifique, eurent aussi tort que ceux qui croyaient que ce n'est que par un acte de violence qu'un nouveau système social ou économique pouvait être mis sur pied, si seulement le pouvoir politique tombait aux mains de la classe ouvrière.

Ces deux opinions se révélèrent erronées. Et la seule opinion fondée fut celle-ci : le pouvoir militaire, policier et public de l'Etat capitaliste devait être brisé pour laisser la voie libre à l'établissement de nouvelles formes sociales. Si l'on considère la succession des événements à Barcelone, et dans beaucoup d'autres localités de Catalogne et d'Espagne, on constate que la réalité se rapproche fortement de ces théories. Les pouvoirs publics passèrent aux mains des anarcho-syndicalistes et des partis politiques de la classe ouvrière et de la petite bourgeoisie.

Tels furent les changements sur le terrain politique. Sur le terrain économique, les syndicats agirent seuls. Après le 19 juillet 1936, les syndicats de la **C.N.T.** se chargèrent de la production et du ravitaillement. Les syndicats s'efforcèrent d'abord de résoudre la question la plus urgente : celle d'assurer le ravitaillement de la population. Dans chaque quartier, des cuisines furent installées dans les locaux des syndicats. Des comités de ravitaillement (*Comités de Abastos*), s'occupèrent de chercher les vivres aux dépôts centraux de la ville ou à la campagne. Ces vivres furent payés avec des bons dont la valeur était garantie par les syndicats. Chaque membre des syndicats, les femmes et les enfants des miliciens et aussi la population en général, tous furent nourris gratuitement. Pendant les journées de grève, les ouvriers ne reçurent aucun salaire.

Le Comité des milices antifascistes décida de verser aux ouvriers et employés la somme correspondant à ce qu'ils auraient touché s'ils avaient travaillé pendant ces journées. Cette vie économique sans circulation de numéraire dura deux semaines. Quand le travail recommença et que la vie économique reprit son cours, la circulation monétaire recommença. La première phase de la collectivisation débuta quand les travailleurs prirent à leur charge l'exploitation des entreprises. Dans chaque atelier, fabrique, bureau, magasin de vente, des délégués syndicaux furent nommés qui s'occupèrent de la direction.

Souvent, ces nouveaux dirigeants n'avaient pas de préparation théorique et peu de connaissances en économie nationale. Cependant, ils avaient une connaissance profonde de leurs besoins personnels et des nécessités du moment. La question des salaires, des prix, de la production, de la relation de ces facteurs entre eux, ne fut jamais étudiée par eux d'une façon scientifique. Ils n'étaient ni marxistes, ni proudhoniens. Mais ils connaissaient leur métier, le processus de production de leur industrie, savaient conseiller. Leur esprit d'initiative et d'invention suppléait au manque de préparation. Dans quelques fabriques de l'industrie textile, on confectionna des foulards en soie, rouge et noir, avec impression d'un texte antifasciste. Ces foulards furent mis en vente.

« *Comment avez-vous calculé le prix ? Comment avez-vous établi la marge de profit ?* » demanda un journaliste étranger et marxiste. « *Je ne connais rien en ce qui concerne la marge de profit, répondit l'ouvrier à qui l'on posait ces questions. Nous avons cherché dans les livres le prix de la matière première, calculé les dépenses courantes, ajouté un supplément en vue du fonds de réserve, additionné le montant des salaires, ajouté un supplément de 10 % pour le Comité des milices antifascistes et le prix fut établi.* »

De cette façon s'effectua dans la plupart des entreprises la direction de la production par les ouvriers. Les patrons furent jetés sur le pavé pour autant qu'ils s'opposaient à la nouvelle gestion économique. Ils furent admis comme travailleurs s'ils acceptaient le nouvel état de choses. Ils furent, dans ce cas, occupés comme techniciens, directeurs commerciaux, ou même comme simples ouvriers. Ils touchaient un salaire correspondant à celui d'un ouvrier ou d'un technicien suivant leur profession. Ce début et ces changements furent relativement assez simples. Les difficultés n'apparurent que plus tard. Au bout d'un temps assez court, il n'y eut plus de matières premières à volonté. Les premiers jours après la Révolution les matières premières furent réquisitionnées. Ensuite on dut les payer, c'est-à-dire les faire entrer en ligne de compte. De l'étranger n'arrivaient que fort peu de matières premières, il s'ensuivit une augmentation des prix des matières premières et des produits finis. Les salaires furent augmentés, mais cette augmentation ne fut pas générale. La collectivisation se limita à l'abolition des privilèges de certains patrons ou consista au bénéfice d'entreprise d'une société anonyme ; ainsi les ouvriers de ces entreprises ou sociétés étaient devenus les bénéficiaires à la place des propriétaires précédents.

Ce changement constitua une légitime amélioration sur la situation antérieure, car cette fois-ci les ouvriers récoltaient réellement les fruits de leur labeur. Mais cette amélioration, ce statut économique n'était ni socialiste, ni communiste. Un capitaliste était remplacé par une sorte de capitalisme collectif. Là où il y avait un seul propriétaire de fabrique ou d'un café, il y eut ensuite un propriétaire collectif constitué par les ouvriers de la fabrique, le personnel du café. Le personnel d'un café bien fréquenté a un revenu plus grand que celui d'un établissement moins connu.

La collectivisation ne pouvait s'arrêter à cette phase. Cela fut constaté partout. Les syndicats décidèrent de s'occuper eux-mêmes du contrôle des entreprises. Les Syndicats d'entreprise se transformèrent en entreprises industrielles. Le Syndicat du bâtiment de Barcelone se chargea de l'exécution des travaux des différentes entreprises en bâtiment de la ville. Les salons de coiffure furent collectivisés. Dans chaque salon de coiffure, il y eut un délégué syndical. Chaque semaine, il apportait le produit de toutes les recettes au Comité Economique du syndicat. Les dépen-

ses des salons de coiffure furent payées par le syndicat, de même que les salaires. Le processus de collectivisation ne pouvait pas, non plus, s'arrêter à cette phase.

A la Fédération locale des syndicats de Barcelone (C.N.T.) on discuta la création d'un comité de liaison. Celui-ci devait s'étendre à tous les comités économiques des divers syndicats, l'argent devait être concentré dans une seule place, une caisse d'égalisation devait veiller à une répartition légitime des fonds. Dans certaines industries existaient depuis le début ce comité de liaison et cette caisse d'égalisation.

La Compagnie des autobus de Barcelone, entreprise rentable administrée par les ouvriers, a des excédents de recettes. Une partie de ces excédents est versée à un fonds de réserve pour l'achat de matériel à l'étranger. Une autre partie est destinée à soutenir la compagnie des tramways dont le rendement financier est inférieur à celui de la Compagnie des autobus.

Lorsque l'essence devint rare, 4000 conducteurs de taxis tombèrent en chômage. Leur salaire dut tout de même être payé par le syndicat. Ce fut une lourde charge pour le syndicat des transports. Il dut demander une aide aux deux autres syndicats et à la commune de Barcelone. Dans l'industrie du textile à cause de la pénurie de matières premières, on dut diminuer les heures de travail. Dans certaines fabriques, on ne travailla plus que trois jours par semaine.

Cependant, les ouvriers durent être payés. Comme le syndicat du textile n'avait pas de moyens à sa disposition, la Généralité dut payer les ouvriers à sa place.

Le processus de collectivisation ne pouvait s'arrêter à ce degré. Les syndicalistes réclament la socialisation.

Mais socialisation ne signifie pas pour eux nationalisation, soit direction de l'économie par l'Etat. **La socialisation doit être une généralisation de la collectivisation.** Il s'agit d'un rassemblement des capitaux des divers syndicats dans une caisse centrale ; la concentration dans le cadre de la Fédération locale se transforma en une sorte d'entreprise économique communale. Il s'agit d'une socialisation par en bas ou des activités ouvrières dans le cadre de la commune. Sans organisation des travailleurs, il n'y a pas de socialisation. Non seulement en Catalogne, mais aussi dans toutes les parties de l'Espagne, les traditions du collectivisme avaient des racines.

Lorsque le pouvoir des généraux fut abattu, on constata dans le pays, cette aspiration générale en faveur de la collectivisation des grandes propriétés existantes. Les organisations syndicales et **les groupes anarchistes** se placèrent à la tête de ce mouvement pour la collectivisation. Ils restèrent fidèles à leur tradition. Rappelons qu'au congrès de Madrid de la C.N.T., en juin 1931, la collectivisation du sol fut déclarée comme l'un des plus importants buts des travailleurs de la campagne : « *Le congrès déclare que la socialisation du sol et de tous les moyens et instruments concernant la production agricole et la mise en valeur des terres, leur utilisation et leur exploitation par les syndicats agricoles unissant les producteurs est une condition primordiale pour l'organisation d'une économie qui assurera à la collectivité ouvrière le produit intégral et le bénéfice de son travail.* »

Les décisions prises par ce congrès indiquent clairement la voie qu'en juillet et août 1936 les travailleurs de la campagne allaient suivre.

La révolution t'appartient, elle te donne la terre et te donnera des machines pour la travailler.

La collectivisation du sol prit en Espagne d'autres formes qu'en Russie. La propriété agricole, dans le cadre d'une commune, fut collectivisée pour autant qu'elle appartenait auparavant à un grand propriétaire foncier.

Dans les Banques, il n'y eut pas de collectivisations. La raison en est simple. C'est que les employés de banques étaient faiblement organisés. Ils étaient affiliés non pas aux syndicats de la **C.N.T.**, mais aux syndicats de l'**U.G.T.** qui s'opposa en grande partie à la collectivisation. L'**U.G.T.**, socialiste, a en effet une idéologie social-démocrate. Elle prône l'étatisation. La socialisation doit, selon cette doctrine, être appliquée par l'Etat au moyen de décrets.

Après sept mois de collectivisation, les syndicats, à la lumière de leurs expériences, cons-

tatèrent qu'il était nécessaire de coordonner toutes les entreprises collectivisées des différentes industries. La direction centrale, qui est créée aujourd'hui, n'a pas besoin de se préoccuper de la création d'organes subordonnés qui existent déjà. Le sommet de la collectivisation repose sur un fondement solide, qui a pour base le syndicat d'industrie, ses sections de métier dans les entreprises et les ateliers mêmes. Voilà ce qui a fait la force de la collectivisation en Espagne.

Dans le développement de la collectivisation, on constate la même marche que dans l'évolution politique : en particulier **le rejet de tout mouvement totalitaire.** Les syndicats émirent aussi la prétention de régler le ravitaillement, sans vouloir cependant en faire un monopole. Par Exemple, le syndicat de l'alimentation prit à sa charge le fonctionnement des boulangeries. (Il n'y a pas à Barcelone de grandes boulangeries, de fabriques de pain). A côté de celles-ci existent encore de petites boutiques de boulangers, qui travaillent comme auparavant. Pour le petit commerce, les prix furent fixés d'une façon générale. Le commerce intérieur organisé fut contrôlé. A la tête du monopole de ravitaillement se trouve le « conseil de ravitaillement ». Le but fut d'organiser et d'unifier l'ensemble du ravitaillement en Catalogne de façon à ce que chaque localité soit servie suivant ses besoins. Un prix unique fut établi par les communes collectivisées, les syndicats de pêcheurs et d'autres branches de l'alimentation, en accord avec l'offre du ravitaillement. Eviter l'augmentation des prix des denrées alimentaires, tel était le but de cette politique économique. Spéculateurs et accapareurs devaient être ainsi éliminés.

Au milieu de décembre, cette politique fut suspendue. Le 16 décembre 1936 un nouveau gouvernement catalan fut formé. Les communistes obtinrent l'exclusion du POUM, (parti ouvrier d'unification marxiste) du gouvernement. Dans la formation de celui-ci, le ministère du ravitaillement fut accordé à Comorera, membre du parti socialiste unifié (affilié à la 3^{ème} Internationale).

Un autre ministère fut donné à **Domenech**, le représentant des syndicalistes de la **C.N.T.** Avec **Comorera**, le monopole du ravitaillement fut aboli. La liberté du commerce fut de nouveau introduite. On laissa la voie libre à l'augmentation des prix. Dans ce domaine, la collectivisation fut suspendue.

Dans la branche des transports, l'heureuse influence de la collectivisation saute aux yeux. En dépit d'une augmentation générale des prix, les tarifs des compagnies de transports de Barcelone n'ont pas augmenté. On aperçoit dans les rues de Barcelone de nouveaux tramways aux peintures toutes fraîches ainsi que de nouveaux autobus. De nombreuses voitures taxis ont été remises à neuf. La collectivisation de la campagne et de l'industrie ouvre de nouvelles voies de développement au changement structurel de la société.

Mais il serait prématuré d'émettre un jugement définitif sur **ce développement qui est un des événements sociaux les plus intéressants de notre époque.** La collectivisation ouvre de nouvelles perspectives, et conduit à de nouvelles voies.

En Russie, la révolution a pris le chemin de l'étatisation.

En Italie et en Allemagne, le fascisme a placé ses espoirs dans le système corporatif. Dans les Etats démocratiques aussi on pense à trouver une solution à la crise économique actuelle dans de nouvelles formes des fondements économiques et politiques de la société. En Amérique, **Roosevelt** s'est lancé dans une voie nouvelle ; en Belgique, **de Man** a proposé un socialisme partiel.

En France, des théoriciens démocrates empruntent quelques-unes de leurs idées au système corporatif.

Par ces nouveautés, on entrevoit une issue à la crise politique, économique et spirituelle, un assainissement de la vie économique.

En Espagne, on n'a pas mis sur pied de nouvelles théories, **le peuple lui-même, les paysans à la campagne, les ouvriers dans les villes ont pris à leur charge l'exploitation du sol et des moyens de production.**

Tel est le sens de la collectivisation en Espagne.

D'après Augustin Souchy - Avril 1937

Seule la lutte paie

Début Février, rares étaient ceux qui voyaient le gouvernement reculer sur le CPE. Auparavant l'adoption du CNE pour les salariés des petites entreprises n'avait pas entraîné de la part des travailleurs et de leurs organisations la réaction que cette attaque méritait. Aussi, la lutte qui s'annonçait contre le CPE ne semblait pas pouvoir commencer dans de plus mauvaises conditions. Mais c'était sans compter sur le formidable mouvement qu'ont mis en branle les étudiants par leur combativité et leur détermination. Il ne manquait plus qu'entrent dans la lutte les organisations de salariés puis celles de lycéens et nous avons enfin pu apprécier ce que l'unité d'action est capable de produire de meilleur : un mouvement social fort qui fait reculer le gouvernement dans son action visant à adapter les conditions de travail aux désirs des patrons.

Une victoire qu'il faut mettre également à l'actif de l'attitude des confédérations syndicales unies sur le retrait du CPE, du respect mutuel qu'ont su entretenir les organisations dans la lutte, même si parfois d'inévitables querelles de clochers ont eu lieu quitte à se tromper d'ennemi, et enfin de la forte solidarité entre les générations qui s'est manifestée.

Certains verront le demi-verre vide et diront, à juste titre qu'il reste le CNE et la loi sur l'égalité des chances avec tous les cadeaux au patronat qu'elle contient. Il n'empêche que cette victoire vient après une trop longue série de reculs où le mouvement social s'est heurté à un gouvernement bien décidé à défendre les intérêts des exploités contre ceux des travailleurs.

Un mouvement social qui n'a pas toujours été à la hauteur des attaques : au plan syndical, l'échec de 2003 sur les retraites, avec ses syndicats jaunes et ceux trop soucieux de respectabilité, n'est toujours pas passé. Mais ceci n'explique pas tout, il reste toujours que le nombre de salariés syndiqués ramené au nombre d'organisations

est trop faible quand on sait qu'il y en a seulement 3 ou 4 de combattives. Comment expliquer alors que les salariés, toujours désireux d'être soutenus par un syndicat puissant ne se syndiquent pas alors qu'on vient de voir, une fois de plus, que seules les organisations syndicales peuvent mettre plusieurs millions de personnes dans la rue ?

Sur le plan politique, c'est autre chose, du grand art, on a eu affaire à de véritables fumistes ! Rappelle-toi le 1ier mai 2002 quand les forces de gauche en appelaient à voter Chirac massivement pour faire barrage au F.N. et dans le même temps enlever sa légitimité au futur président, il y en a qui s'en mordent encore les doigts ! Viennent les régionales et on allait voir ce qu'on allait voir ! Travailleur ta situation a-t-elle changé depuis le passage à gauche des régions ? Enfin, le référendum sur le projet de constitution européenne. Là c'était sûr, le gouvernement allait plier, exploser, bref il y aurait un avant et un après 29 mai 2005. Résultat, le nouveau gouvernement et l'assemblée sortent entre autres le CNE, le CPE et décrètent l'Etat d'urgence pour mater les émeutes qu'ils ont provoquées. Assez de bobards, l'issue n'est pas dans les élections!

En remettant à leur place les partis politiques de tous bords - c'est à dire à celle de bavards qui abrogeraient jusqu'au calendrier grégorien pourvu que nous les élisions - les forces qui se sont engagées dans la lutte sur le CPE doivent dès à présent s'attendre à continuer le combat, sans se faire d'illusion sur un éventuel débouché politique en 2007.

Travailleurs, étudiants, lycéens chômeurs, immigrés, organisons nous et ensemble construisons un monde solidaire débarrassé des exploités et de l'Etat.

Gilles, Toulouse, Mai 2006

La montagne, ça vous gagne!

Sur le dos de qui? du travail saisonnier dans les stations d'altitude:

Le travail salarié saisonnier autrefois perçu comme synonyme de jeunesse, de liberté, de temps de travail choisi, est devenu avec la précarisation de la classe ouvrière un des secteurs ou l'asservissement, le non droit, la paupérisation des salariés fait rage.

Les traditionnelles bourses aux emplois (foires aux bestiaux) organisées par les ANPE et les patrons locaux donnent le ton. Suivant le désormais "naturel" principe de l'offre et la demande le futur saisonnier convoqué à l'entretien d'embauche, au vu du nombre de prétendants, peu prendre conscience de la chance qu'il a s'il est choisi. Outre la stigmatisation du chômeur, ces forums servent généralement de vitrine à l'armée et à la police pour se montrer comme seul employeur sérieux. L'autre bassin d'emploi pour le patronnat est son entourage direct, famille, copains, les saisonniers habituels, leur entourage, dans ce cas ceux-ci se portant garants de ceux-là. Dans tous les cas, une main d'œuvre qui lui est redevable.

Le type de contrat habituellement mis en place est le CDD saisonnier de minimum X semaines avec période d'essais de X jours. L'alternance pour le saisonnier étant boulot, chômage (indemnités chômage réduites dues au statut saisonnier), l'intérêt pour pouvoir prétendre à une indemnité ASSEDIC au terme de son contrat est de rester le plus longtemps possible, souvent au delà de la période prévue initialement, fin de saison, (période fluctuante avec un minimum de personnel) ce qui entraîne une concurrence entre les salariés. Ajoutez à cela que le patron n'a aucune obligation de réembauche et vous obtiendrez une bonne mayonnaise pour bafouer les maigres droit du travailleur saisonnier. Salaires au minimum pour des compétences maximales, formations inexistantes, heures supplémentaires pas payées, quelques fois

payées, souvent au noir sans ajustement, journées élastiques, morcelées, repos hebdomadaires non programmés ou inexistantes, impossibilité de revendiquer, de faire grève.

Le pauvre doit être débrouillard s'il veut s'en sortir. Les tenants du pouvoir économique étant généralement très impliqués dans la gestion de nos cités, au niveau de l'hébergement rien n'est fait pour accueillir le saisonnier qui après une dure journée de labeur rentre chez ses parents, chez ses nombreux colocataires ou dans sa cité fourgon. Les places sont très chères pour celles et ceux qui veulent revendiquer une vie "normale". Il faut en payer le prix au propriétaire, souvent plus de la moitié du salaire. Au final la boucle est bouclée l'argent revient là où il était.

Face à ce marché de dupes où l'ordre naturel établi se compose d'un touriste saigné à blanc, d'un travailleur exploité au maximum et d'un patron qui est seul vrai saisonnier profitant de ses six mois au soleil sur le dos des autres, la prise de conscience, l'organisation permettraient de changer le cours des choses. La nature mon cul, contre l'aliénation RIPOSTE SOCIALE.

Groupe Mata Negra
Avril 2006



Infos et Analyses Libertaires.

Journal de la
Coordination des Groupes Anarchistes.

Directeur de la publication: Edward
Sarboni.

Rédaction et administration:

C.E.S. BP 233

66002 Perpignan cedex.

ISSN 07514530.

Dépot légal 2^{ème} trimestre 2006.

N° 59

Conception graphique : NONO et Jièmté

Pour contacter la Coordination des Groupes Anarchistes:

Site Internet: <http://www.c-g-a.org/public/> Courrier électronique: secretariat@c-g-a.org

<p>La CGA à Montpellier Secrétariat Groupe Un Autre Futur 20, Rue Terral 34000 MONTPELLIER e-mail: groupe-uaf@c-g-a.org (permanences le samedi de 15h à 19h)</p>	<p>La CGA à Toulouse Groupe Albert Camus 36, Rue de Cugnaux 31300 TOULOUSE e-mail: GroupAlbertCamus@wanadoo.fr Permanences le Mardi de 18h à 20h.</p>	<p>La CGA à Perpignan Groupe Puig Antich 2, rue Théodore Guiter Ecrire à: C/O CES, BP 233 66002 PERPIGNAN CEDEX e-mail: antich@wanadoo.fr Permanence tous les samedi de 15 à 19 heures</p>
<p>La CGA à Lyon Groupe de Lyon, la Plume Noire 19, rue Pierre Blanc 69001 Lyon Librairie ouverte du Mercredi au Vendredi de 17H à 19H, le Samedi de 15H à 19H. Café libertaire ouvert tous les Vendredis de 21H à 1H Tél: 04 72 00 94 10 mèl: groupe-lyon@c-g-a.org</p>	<p>La CGA à Auch Groupe Les Fédérés c/o Secrétariat CGA 20, Rue Terral 34000 MONTPELLIER</p>	<p>La CGA dans la Cerdagne et le Capcir Groupe Mata Negra c/o CES, BP 233 66002 PERPIGNAN CEDEX</p>
<p>La CGA en région Parisienne Groupe de Seine saint Denis e-mail: liaison93@c-g-a.org</p>	<p>La CGA dans les Bouches du Rhône bdr@c-g-a.org C/O Secrétariat CGA 20, Rue Terral 34000 MONTPELLIER</p>	<p>La CGA à Albi (81) Groupe " Ni Dieu, Ni Maître" mèl: cga-albi@no-log.org</p>
<p>La CGA dans la Sarthe Liaison Maurice Fayolle Permanence le 3ème samedi du mois de 14h30 à 17h, au 3ème étage de la maison des associations, 4 rue d'Arcole, 72000 Le Mans e-mail : cga72@no-log.org</p>	<p>La CGA dans l'Aude Liaison Aude C/O Secrétariat CGA 20, Rue Terral 34000 MONTPELLIER</p>	

Ce journal aborde des thèmes qui vous intéressent! Vous souhaitez soutenir la Coordination des Groupes Anarchistes! Faites-nous le savoir en demandant 3 N° gratuits, ou en vous abonnant à 6 N° pour un an, au prix de 8 Euros. Remplir le formulaire ci-dessous et l'envoyer au secrétariat. Si une version informatique vous convient mieux, téléchargez-là sur notre site Internet.

Nom:	<input type="checkbox"/> Souhaite recevoir 3 N° Infos & Analyses libertaires gratuits (Envoyer un courrier avec 3 enveloppes format A4 comportant votre adresse et timbrées à 0,64€).
Prénom:	
Adresse:	<input type="checkbox"/> Souhaite s'abonner pour un an (Joindre un chèque de 8 Euros (Abonnement de soutien: 15 Euros)
Code postal:	
Ville:	